

Compte rendu

Ouvrage recensé :

VIZENTINI, Paulo et Marianne WIESEBRON (dir.), *Free Trade for the Americas ? The United States' Push for the FTAA Agreement*, London, Zed Books, 2004, 242 p.

par Raúl Bernal-Meza et Gustavo Alberto Masera
Études internationales, vol. 37, n° 2, 2006, p. 337-341.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/013379ar>

DOI: 10.7202/013379ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

reprendre nécessairement un cadre d'analyse commun, chacun des auteurs rédige de façon claire et précise sur des objets *a priori* complexes. À ce premier avantage se juxtapose celui d'un livre riche en analyses et en informations, car le public cible semble être les spécialistes de la question et les académiciens. Les auteurs des chapitres démontrent et nuancent au moyen d'approches macroéconomiques et macropolitiques les enjeux principaux créés par l'ALENA, ce qui constitue un autre point fort de l'ouvrage.

Il faut noter, toutefois, que par rapport à l'actualité politique de l'année 2005, particulièrement dynamique en ce qui concerne l'intégration régionale dans les Amériques, certains chapitres ont mal vieilli. Les communications ont été produites dans le cadre d'un colloque en 2002 et le livre publié en 2004. De plus, il laisse à juste titre l'impression d'être un recueil de communications transformées en chapitres. Cette impression est accentuée par une certaine inégalité de forme entre les chapitres et l'absence d'un chapitre final ou de conclusion. En fait, le produit final donne un résultat intéressant et instructif, mais inachevé semble-t-il.

Hugo LOISEAU

Département d'histoire et de sciences politiques
Université de Sherbrooke

**Free Trade for the Americas ?
The United States' Push
for the FTAA Agreement.**

VIZENTINI, Paulo et Marianne WIESEBRON
(dir.). London, Zed Books, 2004, 242 p.

Cet ouvrage collectif, basé sur un colloque réalisé en 2002 (FTAA.

Challenge or Pitfall ?, Clingendael Institute of International Relations, La Haya), constitue une analyse détaillée de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et des conséquences commerciales et stratégiques que supposerait sa mise en route. Il inclut des articles de spécialistes de relations internationales de divers pays européens, américains et asiatiques. Les éditeurs ont structuré de manière cohérente le développement de l'argumentation en quatre parties, précédées d'une introduction et suivies d'une conclusion générale. Dans la première partie sont abordés les aspects plus généraux sur la ZLEA et les raisons de l'apparition de l'initiative. Vizentini (*The FTAA and US Strategy. A Southern Point of View*) explique le lien qui existe entre la ZLEA et les positions hémisphériques et internationales des États-Unis en général. Il estime que la ZLEA doit être comprise comme une partie intégrante de la stratégie globale des États-Unis dans l'après-guerre froide. L'article de Dorval Brunelle (*The US, the FTAA, and the Parameters of Global Governance*) identifie les antécédents de l'accord d'intégration hémisphérique. L'auteur considère que la proposition présentée lors du sommet de Miami a une triple origine : la Doctrine Monroe (1823), la Conférence pour les Amériques (1889) et la fondation de l'Organisation des États américains (1948), avec comme référence la plus proche l'Initiative pour les Amériques du président Bush (1990). Selon l'auteur, la ZLEA serait une extension du « modèle d'intégration » de l'ALENA vers le reste du continent, basée sur la baisse des droits de douanes, la mobilité du capital et des entreprises et les droits de propriété in-

telle. Marc Lee (*Through the Looking Glass. A Canadian Perspective on the NAFTA as a Forerunner to the FTAA*) réalise une étude sur la signification et les conséquences de la ZLEA dans une optique canadienne, à la lumière des effets produits par le CUFTA (*Canada-US Free Trade Agreement*) et l'ALENA dans des domaines critiques généralement exclus de toute négociation comme la flexibilité des marchés de travail ou les investissements. Il estime que telle que la question est posée on ne peut espérer qu'une augmentation considérable de la capacité des grandes entreprises pour aller là où elles le souhaitent, sans aucun mécanisme d'intérêt public capable d'agir comme contrepoids.

La deuxième partie comprend trois chapitres orientés vers l'analyse de la structure de la ZLEA, ses mécanismes institutionnels et procédures prévus, et elle expose l'existence d'une contradiction entre l'accent mis sur le développement social (Déclaration de Principes de 1994) et la faiblesse réelle de celui-ci, selon la construction juridico-institutionnelle du projet à négocier. L'article de Michel Duquette et Maxime Rondeau (*The Puzzle of Institutionalizing a Free Market Continental Zone. The Nuts and Bolts of the FTAA*) contient une description détaillée de la trajectoire des négociations et du travail des divers comités. Entre autres conclusions, les auteurs estiment que la ZLEA devrait être dotée d'un ensemble de nouveaux mécanismes institutionnels afin d'arriver à un consensus plus large sur les échanges inégaux et le développement social entre les pays, qui devraient garantir la redistribution des bénéfices, en particulier vers les éco-

nomies de moindre dimension. Dans le chapitre suivant, Marianne Wieser (*The Forgotten Society. Lack of Transparency and Democracy*) met en question le caractère peu transparent du processus de négociation et s'interroge sur la question de savoir si la ZLEA stimule ou non le régime démocratique et rend possible son extension. Elle se demande si la démocratie doit être entendue dans un sens exclusivement politique ou si elle doit aussi inclure des droits spécifiques, sociaux et économiques; dans ce dernier cas il est essentiel, estime-t-elle, qu'il existe un dialogue permanent avec les représentants de la société civile. Jorge Witker (*Social and Economic Rights within the Context of the FTAA*) approfondit la réflexion sur les conséquences que le processus d'harmonisation de la ZLEA impliquerait pour les différents systèmes légaux, en particulier sur les droits économiques et sociaux des personnes.

Dans la troisième partie sont traités les effets que pourrait avoir la ZLEA dans les pays et les mécanismes formels d'intégration déjà existants en Amérique du Sud, en particulier, sur le Marché commun du Sud (MERCOSUR). Le rôle du Brésil et ses alternatives de politique comme puissance sous-régionale et acteur-clé du Mercosur sont analysés en profondeur, puisqu'il est considéré l'acteur central de l'espace sud-américain et l'unique pays ayant une capacité politique et économique pour discuter avec les États-Unis sur un projet alternatif (par exemple, l'Accord de libre-échange sud-américain de 1993) et pour obtenir des modifications éventuelles dans l'orientation et les fondements du projet ZLEA. Les ar-

ticles de Samuel Pinheiro Guimarães (*Brazil, MERCOSUR, the FTAA and Europe*) et de Jan van Rompay (*Brazil's Strategy Toward the FTAA*) étudient la position du Brésil dans ces négociations dans le contexte de la politique internationale de la puissance sud-américaine et mentionnent les réticences de sa classe dirigeante face à ce contexte. Ils considèrent que les initiatives d'intégration et l'insertion du pays dans l'économie mondiale doivent être articulées avec les objectifs d'un programme national de développement économique et social qui tienne compte des véritables intérêts du Brésil, ce qui n'est pas évident dans le cadre de la ZLEA. Pinheiro Guimarães estime qu'aucune des grandes puissances n'est jamais arrivée à un tel niveau dans la stratification mondiale avec des politiques de libre marché et que toutes ont utilisé à discrétion les instruments et mécanismes – comme le protectionnisme sectoriel – qu'elles ont considéré comme irremplaçables pour poursuivre avec succès leurs fins politiques et économiques.

Dans la quatrième partie sont analysées les possibles conséquences de la ZLEA sur d'autres scénarios importants, multilatéraux et régionaux. L'article de Pitou van Dijk (*FTAA. Implications for the World Trade System*) constitue un apport substantiel pour la compréhension des conséquences qu'aurait la ZLEA sur les normes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le lien ZLEA-OMC n'est pas si facile à expliquer, étant donné qu'il faut d'abord démontrer pour quelles raisons un pays comme les États-Unis préfère – à un moment donné de son histoire commerciale – l'option régionale au détriment de

l'approche multilatérale. L'auteur considère que la formation de la ZLEA pourrait stimuler les négociations au sein de l'OMC. Willy J. Stevens (*The FTAA versus the EU Association Agreements*), quant à lui, analyse la question de savoir si la ZLEA constitue un défi pour les intérêts de l'Union européenne en Amérique latine et dans les Caraïbes, étant donné que l'UE a remplacé les États-Unis, depuis le milieu des années 90, comme principal investisseur dans la région latino-américaine. Il compare la ZLEA avec les mécanismes de commerce et de coopération existants entre l'Union européenne et l'Amérique latine et estime que ceux-ci sont complémentaires et non incompatibles avec les accords en vue de réaliser la ZLEA. Pour cette raison, cette dernière doit être, selon lui, considérée comme un défi positif plutôt que comme une menace.

Après une présentation de Kurt W. Radtke, les articles de Yang Zerui (*China's Reaction and Strategy towards the Creation of the FTAA*) et de Mitsuhiro Kagami (*Effects of the FTAA on Japan*), analysent le possible impact que la ZLEA pourrait avoir respectivement sur la Chine et le Japon. Zerui estime que la ZLEA aurait plus d'effets négatifs que positifs pour la Chine, étant donné son actuelle position en faveur d'une économie mondiale globale qui l'a conduite à une croissance des échanges avec l'Amérique latine. La faiblesse du Japon au cours des dernières années, son rôle déclinant dans la structure de pouvoir mondial, ainsi que son intérêt à participer dans des accords régionaux (ASEAN), et en somme, le changement d'attitude de la Chine en faveur d'une éco-

nomie mondiale internationalisée, sont des facteurs qui jouent un rôle important dans cette évolution. Kagami, quant à lui, estime aussi que seraient négatifs tant les effets de la ZLEA pour le Japon que ceux dérivés des accords de l'Europe avec les pays latino-américains de l'hémisphère, et signale que le Japon pourrait rester isolé par les deux types d'accord. Face à cette situation, la Chine et le Japon voient de bon oeil les progrès du système multilatéral d'accords commerciaux et d'investissements au sein de l'OMC, comme une stratégie visant à éviter les effets négatifs des accords commerciaux comme la ZLEA.

Les conclusions du livre, rédigées par Raymond Buve, mettent l'accent sur les effets produits par la ZLEA sur les économies de moindre développement relatif de la région latino-américaine et sur le rôle excessivement limité de la société civile dans les processus d'intégration (ZLEA, MERCOSUR, etc.). Elles soulignent que la société civile voit sous un jour négatif les intégrations asymétriques. Car la majorité de ses membres (syndicats, organisations non gouvernementales, etc.) considère qu'il n'existe guère d'accord possible entre les lois du marché et le développement économique et social.

À travers les divers auteurs et leurs textes on peut identifier quelques idées sous-jacentes communes qui assurent une certaine unité à ce livre. Parmi ces idées, une perspective de la structure politique internationale, les hésitations autour des accords, ceux qui sont « hémisphériques ou panaméricains » et les autres spécifiquement latino-américains, et l'accélération de la formation de

blocs régionaux pendant les années 90, en une véritable prolifération quantitative et qualitative. Tant l'Accord de libre-échange de l'Amérique du Nord (ALENA) que la ZLEA sont représentatifs d'un nouveau style de régionalisme ; ils vont plus loin que les aspects purement douaniers. La conclusion partielle est que la signature d'un accord d'intégration ne garantit pas le succès d'une stratégie de développement, et la vraie signification de la ZLEA pour les États-Unis est mise en lumière, avec une dimension qui dépasse le seul domaine commercial, puisqu'elle inclut aussi des objectifs de type stratégique (sécurité, terrorisme, etc.). L'hégémonie nord-américaine n'a pas su dépasser les dilemmes propres à la *realpolitik* dans sa lutte pour l'extension de la démocratie et le libre-échange. Sa conversion au régionalisme, au détriment du multilatéralisme, serait ainsi seulement l'un des éléments de sa stratégie de pouvoir. En ce qui concerne ces conséquences, les auteurs considèrent que la constitution de la ZLEA produira des impacts profonds dans le monde, en particulier en Amérique latine, impacts non seulement commerciaux et industriels, mais aussi des transformations dans l'identité des peuples et dans leurs conceptions de la politique.

Une critique qui s'impose dans la perspective d'une lecture du sud du continent est que si le livre souligne bien l'importance du Brésil comme acteur régional et mondial, il nous laisse dans le brouillard sur l'opinion des éditeurs concernant le MERCOSUR : s'agit-il pour eux d'un processus d'intégration en profondeur avec un objectif de développement conséquent pour les pays mem-

bres, ou seulement d'un outil employé pour améliorer la capacité d'insertion internationale de la puissance sous-régionale ? Ceci dit, l'ouvrage constitue un apport sérieux à la discussion déjà très complexe sur les accords régionaux, les normes multilatérales et la politique internationale des États-Unis, dans le contexte de la restructuration contemporaine de l'ordre mondial. Une lecture indispensable pour la compréhension des scénarios commerciaux globaux et régionaux.

Raúl BERNAL-MEZA
et Gustavo Alberto MASERA

Cerial, Mendoza, Argentine

CANADA

Le Canada, les États-Unis et le monde. La marge de manœuvre canadienne.

DONNEUR, André (dir.). *Coll. Politique étrangère et sécurité, Sainte-Foy, QC, Les Presses de l'Université Laval, 2005, 195 p.*

Avec la fin de la guerre et suivant le 11 septembre 2001, la position du Canada sur l'échiquier international suscite de nombreuses analyses parmi la communauté scientifique. Ces analyses abordent nécessairement les relations particulières entre le Canada et son puissant voisin du sud, les États-Unis d'Amérique. Les travaux colligés sous la direction d'André Donneur visent donc à étudier ces relations particulières et tenter d'y circonscrire « la marge de manœuvre canadienne ». L'ouvrage se compose de cinq études particulières en plus d'une introduction et d'une conclusion.

En introduction, Donneur explique que les études que l'on retrouve dans cet ouvrage se veulent le prolongement de celles publiées en 2004 sous la direction d'Albert Legault dans *Le Canada dans l'orbite américaine*. Donneur présente à nouveau le cadre d'analyse développé par le Groupe de recherche sur la politique étrangère canadienne de l'UQAM ainsi que les principaux points et conclusions contenus dans l'ouvrage précédent. Plus précisément, l'objectif de ce nouvel ouvrage est de poursuivre la réflexion autour de l'hypothèse identifiée dans le livre précédent, à savoir que les relations avec les États-Unis sont caractérisées « par une certaine opérabilité que favorise la géographie de proximité, tout en permettant une marge de manœuvre » canadienne.

Dans le premier chapitre, Nelson Michaud s'attarde à une dimension incontournable dans toute discussion sérieuse sur l'élaboration et la mise en œuvre de la politique étrangère du Canada : les valeurs. L'auteur propose de les regrouper sous deux rubriques : les valeurs psychosociales, qui réfèrent à l'identité canadienne, et les valeurs politico-opérationnelles, « conceptualisées et mises en application par les décideurs en matière de politique étrangère eux-mêmes (p. 21) ». Il explique la prégnance de l'histoire dans leur structuration et leur permanence dans la politique étrangère canadienne. Il propose également un survol des plateformes politiques des cinq principaux partis au Canada lors de l'élection de 2004 (le Parti libéral du Canada, le Parti conservateur du Canada, le Nouveau parti démocrati-